

PAYS D' AUGÉ I NFO

SOCIETE - Le journaliste de Canal+ a réalisé le documentaire sur l'affaire du juge Borrel

Bernard Nicolas : « Je ne lâcherai jamais ce dossier »



Bernard Nicolas (ici aux côtés d'Elisabeth Borrel lors de sa dernière venue à Lisieux) privilégie la piste du nucléaire dans l'affaire Borrel.

Il a été l'un des premiers à avoir affirmé que le juge Borrel ne s'était pas suicidé à Djibouti.

Aujourd'hui, Bernard Nicolas poursuit son combat pour que la vérité sur la mort de l'ancien juge lexovien éclate.

La justice a officialisé la thèse de l'assassinat du juge Borrel il y a seulement quelques jours alors que ça fait plusieurs années que vous avez réalisé votre enquête. Pensez-vous avoir contribué à faire connaître la vérité dans cette affaire ?

Non. Tout était dans le dossier depuis 2004. Pendant que certains semaient le doute, ma seule ambition était d'éclairer le public. Mais c'est vrai que j'ai fait mon premier reportage pour Canal+ en 2002. J'ai prouvé l'assassinat avant la justice. Je n'ai pas

le sentiment d'avoir fait basculer quoi que ce soit, juste l'opinion publique. J'en ai remis une couche chaque année. La justice, de son côté, travaille même si parfois c'est plus lentement.

Avez-vous dû faire face à des difficultés lors de votre enquête, en France ou à Djibouti ?

De nombreuses personnes, qui ont eu un rôle dans l'affaire, n'ont jamais répondu à mes sollicitations, notamment Jean-Jacques Mouline (chef de mission à Djibouti à l'époque des faits) que je souhaitais interroger. Il y a aussi eu des tentatives de désinformation. J'ai été confronté à un véritable « black-out ». Heureusement j'ai eu les moyens de continuer mes recherches grâce à Canal+

Vous n'avez jamais reçu de menaces ?

Dans « La Nation » (le journal officiel à Djibouti), il m'insulte tout le temps. Mais de toute façon, je n'ai pas l'intention d'y retourner car je ne pourrais pas revenir en France. Ou alors, il faut que je prenne un billet avec aller simple (rires). Il ne faut pas non plus se battre contre des moulins. Personnellement, je n'ai pas eu de pressions.

Le nucléaire : une piste plausible

Dans votre documentaire, vous insistez sur le trafic nucléaire entre Djibouti et l'Éthiopie. C'est la piste la plus sérieuse selon vous dans l'affaire Borrel ?

Je démontre qu'on lui a proposé de l'uranium quinze jours avant sa mort. Est-ce qu'il est tombé là-dessus et qu'il a fallu le faire taire ? Je ne suis pas affirmatif. Il a été confronté à ça. C'est une piste parmi d'autres mais elle est plausible. Il est aussi tombé sur d'autres affaires, notamment le terrorisme.

Que pensez-vous de la prise de position de Nicolas Sarkozy qui a apporté son soutien à Elisabeth Borrel ?

Nicolas Sarkozy est un grand communicant. D'ailleurs, Elisabeth Borrel n'est pas dupe sur ce plan. Mais sur le plan symbolique, c'est très important que Djibouti sache que les choses ont changé. Pour Sarkozy, qui veut marquer la rupture avec l'ère Chirac, c'est un dossier exemplaire. Il a fait un certain nombre de promesses. Maintenant, « wait and see ». Il ne connaît pas Omar Guelleh (le Président de Djibouti), il n'a pas non plus les mêmes réseaux que Jacques Chirac en Afrique ...

Allez-vous poursuivre votre enquête sur la mort de Bernard Borrel ?

Bien sûr, je continue. Je ne lâcherai jamais ce dossier. Nous allons faire une édition revue et corrigée du documentaire. Au même titre que l'affaire Boulin (du nom d'un ancien ministre retrouvé « suicidé » dans un étang de la forêt de Rambouillet en 1979), ce dossier est très important. Ils sont emblématiques, ils m'auront marqué.

Que pensez-vous du travail effectué par le Comité de Soutien à Elisabeth Borrel ?

Ce sont des gens formidables. André Lucas ne ménage pas son énergie pour populariser l'affaire, dans le bon sens du terme. C'est indispensable quand il y a une telle désinformation. Elisabeth Borrel a besoin de cette énergie.

Propos recueillis par Pascal LECOQ